

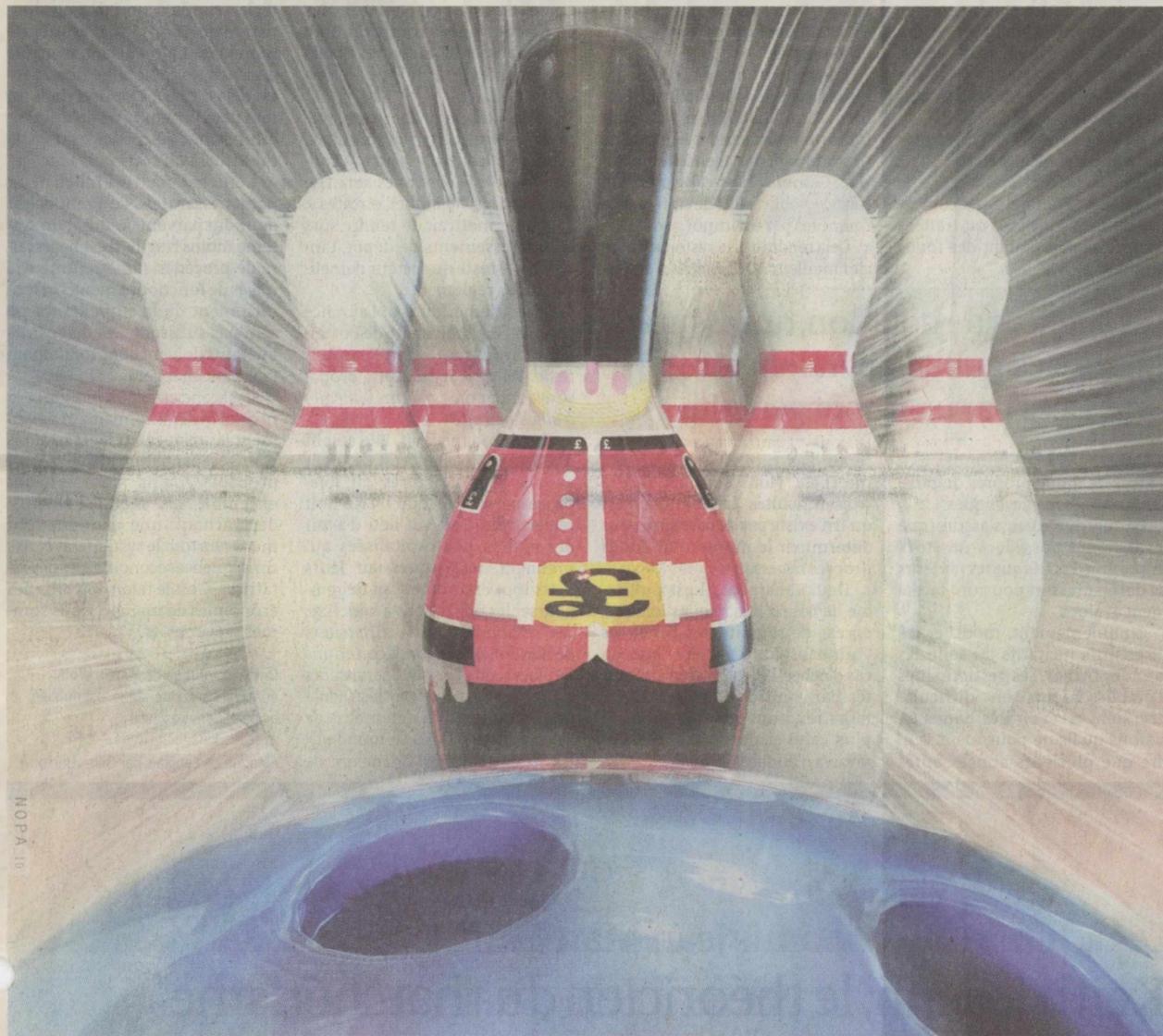
# Le Monde

# Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

## Royaume-Uni : danger à la grecque

- Le déficit budgétaire s'est envolé et dépasse les 12 % du PIB
- A l'approche des élections, travaillistes, conservateurs et libéraux-démocrates promettent tous de réduire le train de vie de l'Etat



Londres  
Correspondants

Qui sera le prochain sur la liste des pays plombés par leur dette ? Après la Grèce, à qui le tour ? Au petit jeu

### Dossier

des Cassandre, le Royaume-Uni figure parmi les favoris. D'autres sont en lice ; l'Espagne, l'Italie ou le Portugal seraient menacés, un jour ou l'autre, de faire faillite. Mais le Royaume-Uni est le seul à se préparer à des élections législa-

tives – elles sont prévues le 6 mai. Les conservateurs, qui rêvent d'éjecter à cette occasion le Labouir du 10 Downing Street après treize ans de pouvoir, évoquent régulièrement la menace qui pèserait sur le royaume.

Dans leur scénario catastrophe, Londres perdrait son « AAA », sésame que lui accordent les agences de notation, parce qu'elles jugent qu'il n'y a aucun risque que le pays fasse défaut. Et qui lui permet d'emprunter à des conditions raisonnables. Dans la foulée, la livre plongerait ; il faudrait alors faire appel au Fonds monétaire international (FMI), comme ce fut le cas en 1976.

Dans ce contexte, affirment les Tories, un Parlement sans majorité, comme le laissent présager les sondages, serait dangereux. Les marchés ont horreur de l'incertitude ; ils ne manqueraient pas de sanctionner le choix des Britanniques, comme en 1974. Un gouvernement de coalition, cela veut dire « des chamailleries, des marchandages et des controverses », martèle David Cameron, le leader des conservateurs, qui empêcheraient de prendre les décisions qui s'imposent. Moins alarmistes, Gordon Brown, le premier ministre travailliste, et Nick Clegg, à la tête des libéraux-démocrates (centristes),

accusent leur rival de vouloir effrayer ses concitoyens.

Qu'en est-il réellement ? Le Royaume-Uni peut-il se retrouver sous la tutelle internationale dans les mois à venir ?

Personne ne le conteste, la crise financière et la récession ont coûté cher au pays. Son déficit budgétaire a atteint des sommets jamais égalés en temps de paix. Rapporté au produit intérieur brut (PIB), il est aujourd'hui comparable à celui de la Grèce (11,5 % fin 2009, contre 13,6 % pour Athènes et 7,5 % pour la France, selon l'Office européen des statistiques Eurostat).

►►► Lire la suite page 4

Martin Wolf p. 2

Quelles réformes pour les établissements bancaires ?

Chronique p. 3

Goldman Sachs : le fossé entre le monde de la finance et nous

Stratégie p. 6



Carol Sirou, présidente de Standard & Poor's France, une des trois grandes agences de notation

Philippe Askenazy



Le retour de Robin des bois



Les élections législatives britanniques du jeudi 6 mai sont les plus indécises depuis les années 1970. L'éventualité d'une absence de majorité claire est loin d'être écartée ; tant l'électorat est volatil. Dans ce cas, le parti des « lib-dem », les libéraux-démocrates, dont Nick Clegg est le leader, s'imposerait comme le pivot pour construire une coalition.

Quel est ce troisième parti ? On pense bien sûr au Mouvement démocrate du troisième homme de la présidentielle française de 2007, François Bayrou. Mais la comparaison s'arrête là. Les lib-dem n'ont plus d'équivalent dans notre paysage politique. Ils appartiennent à l'Internationale libérale dont l'un des membres fondateurs est l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (qui fut dirigée par un certain... François Mitterrand). Sur bien des points, leur programme ferait passer celui du Parti socialiste hexagonal pour droitier. Alors que nos débats sont paralysés par la peur des décalisations fiscales des particuliers ou des entreprises, ils proposent de prendre l'argent là où il est. Ils vont ainsi plus loin que le Labour, qui a pourtant instauré une nouvelle tranche de l'impôt sur le revenu à 50 % ou une taxe spécifique sur les bonus des traders qui rapporte déjà des milliards de livres.

Il est vrai que cette hausse spectaculaire des impôts ne s'est pas traduite par des exils fiscaux. Certes, les banques ont, semble-t-il, « relocalisé » des traders, mais pour les déplacer de Paris ou de Francfort vers Londres. Crise financière et taxe sur les bonus imposeraient à ces établissements de faire des économies, et donc de recentrer leurs implantations dans le cœur de la finance européenne... Preuve que l'économie réelle est bien plus complexe que les modèles économiques stylisés.

Les lib-dem proposent ainsi une « Mansion Tax » sur les 80 000 plus gros propriétaires immobiliers britanniques. Ceux qui possèdent une résidence principale de 4 millions de livres (4,6 millions d'euros) paieraient 20 000 livres par an, soit plus que l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) d'un foyer français disposant d'un bien comparable (même s'il ne bénéficie pas du bouclier fiscal). Ils prônent la suppression des niches fiscales, dont l'objet a été détourné pour échapper à l'impôt. Plus radical encore, ils aligneraient la fiscalité du capital sur celle du travail.

Défenseurs d'une fiscalité écologique, ils imposeraient une forme de taxe carbone aux vols passant par le sol britannique. Taxe fort rentable : le « hub » (la plateforme) de Londres, le premier du monde, même sous la menace d'un volcan, n'est pas près d'être abandonné par les plus grandes compagnies mondiales. Les banques ne seraient pas épargnées. Les lib-dem se sont déclarés favorables à une « Robin Hood Tax » (une « taxe Robin des Bois ») de 10 % sur les profits de ces sociétés, si puissantes outre-Manche, mais qui ont demandé une action massive de l'Etat lors de la tourmente financière.

►►► Lire la suite page 2

### Annonces

Paroles d'experts Carrières internationales  
Page 8 ■ Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance  
■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales  
Multiposte ■ Collectivités territoriales  
Pages 7 à 12

Consultez notre site : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

### L'essentiel de l'économie...

Une approche synthétique et accessible à tous de l'actualité économique avec de nombreuses données européennes : population, santé, emploi, énergie...



En vente en librairie, à l'Insee et sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)  
14,50 € - Collection Insee: Références

INSEE

Le retour de Robin Hood

►►► Suite de la chronique  
Philippe Askenazy

Toutes ces mesures fiscales rapporteraient des dizaines de milliards de livres. Outre la lutte contre les déficits, ces sommes seraient mobilisées pour supprimer l'impôt sur le revenu pour près de 4 millions de foyers modestes. Soit environ 700 livres par an en moyenne pour chacun. En France, cela reviendrait à restituer CSG (contribution sociale généralisée) et CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale).

Les retraités ne seraient pas oubliés. L'indexation de leurs pensions est basée, comme en France, sur les prix, ce qui implique, à terme, un appauvrissement relatif de ceux qui sont à la retraite par rapport aux actifs. Pour les lib-dém, cette indexation annuelle doit être minimum de l'évolution des salaires ou d'un montant de + 2,5 %.

Pour garantir l'égalité des chances à l'école, les professeurs bénéficieraient d'une formation approfondie. Le pays connaît un mini-baby-boom depuis une décennie; les recrutements devront permettre que les classes ne dépassent pas 20 élèves dans le primaire. Quant aux droits d'inscription à l'université, ils seraient supprimés pour le premier cycle. Dans la santé publique, le service hospitalier serait renforcé grâce à l'élagage de l'administration centrale et par une baisse du salaire des dirigeants des structures de santé.

Leurs adversaires dénonçaient il y a encore peu de temps les promesses des lib-dém, celles d'un parti qui n'accéderait jamais au pouvoir. En l'absence de majorité, ils devront bien composer avec.

Ce programme se dégonflera-t-il alors pour se fondre dans celui du Labour ou des conservateurs? Comme pour écarter cette éventualité, Nick Clegg a déclaré souhaiter que tout immigrant illégal présent au Royaume-Uni depuis dix ans et ayant un casier vierge puisse obtenir la nationalité britannique. Une « idée folle », pour reprendre les mots des conservateurs. ■

Philippe Askenazy, directeur de recherche au CNRS, Ecole d'économie de Paris.



L'éclairage Seule une réforme radicale des grands établissements financiers peut éviter une catastrophe aux pays à hauts revenus

Les limites de la prudence

Par Martin Wolf

Les Américains suivent avec attention la procédure lancée par la Securities and Exchange Commission, le gendarme américain de la Bourse, contre Goldman Sachs. Beaucoup espèrent que ceux qui ont mal agi seront enfin punis.

Mais la question n'est pas vraiment là. Le problème porte sur ce qui est autorisé, plutôt que sur le fait d'empêcher ce qui ne l'est pas. Car la vraie catastrophe s'est nouée sur les risques pris par des joueurs qui opéraient en toute légalité au sein du système.

Le rôle des grands établissements financiers est, de toute évidence, problématique: ils sont tout à la fois les casinos, les plus gros joueurs, les agents d'autres joueurs et, si les choses tournent mal, ce sont eux qui tirent avantage de la responsabilité limitée et qui sont les premiers bénéficiaires des plans de sauvetage des gouvernements. C'est là, la garantie assurée de nouvelles catastrophes. A l'époque de l'étalon-or, l'ampleur des mesures de sauvetage était limitée. Dans un système de monnaie « fiat » (fiduciaire), il n'existe aucune limite, jusqu'à ce que la valeur de la devise s'effondre.

Alors que faire? Une solution évidente serait d'en revenir à un système bancaire oligopolistique étroitement réglementé, à l'image de celui qui prévaut au Canada. Mais c'est un système lourd. Il est également contradictoire avec la mondialisation. L'accès des ressortissants nationaux à la finance mondiale et celui des établissements nationaux aux risques internationaux rendent de tels cartels instables par nature.

L'alternative consiste à rendre plus sûr le système existant, relativement non régulé. Pour y parvenir, il faudrait renforcer les établissements et les relations qu'ils entretiennent, améliorer la qualité de l'information et inciter les joueurs à plus de prudence. Cela implique sept mesures principales.

Et tout d'abord, relever les exigences de fonds propres. Il existe dans le monde beaucoup d'Etats dans lesquels des établissements bancaires présentent des niveaux d'endettement bien trop élevés. Des ratios de 30 pour 1 sont une pure folie; 3 pour 1 semblent plus raisonnables.

Deuxièmement, ces sociétés doivent posséder des dettes substantielles susceptibles, en cas de procédure de faillite, d'être converties en fonds propres ou traitées comme si elles étaient des fonds propres.

Les agences de notation, qui assurent un service public, devraient être financées par un impôt général

Troisièmement, faire des exigences de fonds propres de puissants outils contractuels.

En quatrième lieu, s'assurer que les banques possèdent un stock important d'actifs que les prêteurs de dernier ressort pourront facilement évaluer.

Cinquièmement, modifier les dispositifs incitatifs au sein des grandes firmes. Les gestionnaires d'établissements en difficulté devraient recevoir des bonus en actions qu'ils ne pourraient vendre que plusieurs années après

avoir quitté l'entreprise. Si cela réduit le nombre de preneurs de risques agressifs, tant mieux. Les procédures de claw-back (réallocation des bonus en cas de pertes) doivent aussi s'appliquer aux autres employés. Sinon, il est trop facile de réaliser d'énormes profits grâce à des stratégies ayant une forte probabilité de capoter.

Sixièmement, imposer des exigences de fonds propres et de garanties beaucoup plus élevées en cas d'opérations sur les produits dérivés.

En septième lieu enfin, améliorer radicalement la qualité de l'information disponible. Il serait important de changer le mode de financement des agences de notation. Comme celles-ci assurent un service public, elles devraient être financées par un impôt général.

Cela rendrait-il le système financier meilleur? Oui. Mais il n'en res-

Enfin, il est facile de définir le risque souhaité au travers de l'arbitrage réglementaire. C'est précisément ce qu'a fait le « système bancaire fantôme ».

Que pourrait-on tenter d'autre? Réponse: une réforme structurelle. Trois propositions sont sur la table. La première, avancée par Paul Volcker – ex-président de la Réserve fédérale américaine et conseiller du président Barack Obama – est d'interdire les transactions pour compte propre aux établissements assurés. Si cela est possible (ce dont je doute), on devrait le faire.

La deuxième proposition, formulée entre autres par John Kay, économiste et professeur à la London School of Economics, serait de favoriser les « banques étroites », ce qui permettrait de rendre sûrs les établissements de dépôt, tandis que le reste du secteur demeurerait peu réglementé.

La troisième, faite par Laurence Kotlikoff de l'université de Boston dans son ouvrage *Jimmy Stewart Is Dead* (Wiley & Sons, 2010), propose de fonder un « système bancaire à objectif limité ».

Cette idée me plaît. Elle établit que l'on n'a pas le droit de jouer avec l'argent des autres, car, lorsqu'on perd beaucoup, l'Etat doit régler l'addition. Au lieu d'avoir des entités peu capitalisées qui prennent des risques sur leurs prêts tout en promettant de rembourser les obligations à taux fixe, les établissements financiers deviendraient des fonds communs de placement. Le risque serait alors clairement assumé par les ménages, de toute façon détenteurs de tous les actifs. Dans ce monde-là, les intermédiaires financiers ne

prétendraient pas pouvoir honorer des obligations que, dans de nombreux Etats, ils ne pourraient tout simplement pas endosser.

Aucune de ces propositions n'est à même de résoudre entièrement le problème consistant à assurer une plus grande stabilité macroéconomique, mais il ne fait aucun doute qu'un système financier moins instable y contribuerait. Elles ne sont pas plus à même de régler celui de la coordination internationale: dans une économie mondiale ouverte, sans contrôle des changes, la stabilité financière est déjà difficile à assurer dans un seul pays. Ni, enfin, de débrouiller celui, évident, du passage du système actuel à un autre plus sain.

Ce débat met en relief deux points essentiels. Le premier est que pour parvenir à édifier un système moins fragile, il est nécessaire de procéder à une refonte des règles de fonctionnement. Un renforcement de la surveillance ne sera pas suffisant. Les dispositifs incitatifs doivent donc fondamentalement changer.

Le second est qu'un monde de la finance où les intermédiaires assurent les risques sur leurs propres bilans est par nature instable: il est probable qu'ils commettront ensemble les mêmes erreurs, déclenchant une panique qui menacera tout le système, avec des conséquences économiques dévastatrices. C'est le talon d'Achille des économies de marché. Nous sommes prévenus. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le Financial Times. © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton.)

Le livre Perspective cavalière



Jean-Philippe Feldman est libéral, il n'aime pas les écologistes, et le dit sans détour. Il déteste « l'écologisme » parce que, lui, aime l'écologie. « L'appariement de l'écologisme et de l'anticapitalisme confine à l'escroquerie », affirme-t-il dans *La famine menace-t-elle l'humanité?* Pour lui, il faut dépolitiser l'écologie.

Son pamphlet est un coup de gueule, au demeurant plein de mauvaise foi souvent jubilatoire. Non, affirme le professeur de droit et avocat à la Cour de Paris, le marché n'est pas responsable de la faim dans le monde. Le protectionnisme est une erreur, le principe de précaution dangereux.

Selon Jean-Philippe Feldman, et pour paraphraser le scénariste et réalisateur Michel Audiard, les écologistes osent tout; c'est même à cela qu'on les reconnaît. La peur irraisonnée est leur fond de commerce. Parmi les têtes de Turc favorites de l'auteur? Yann Arthus-Bertrand, Nicolas Hulot, Alain Lipietz, ou Al Gore qualifiés de « Nostradamus et Madame Soleil verts ». Mais aussi des cibles faciles, comme le philosophe Hans Jonas (1903-1993) qui, avec son *Principe*

responsabilité (Champs-Flammarion, 1979), n'a tout de même pas découvert la pierre philosophale.

L'écologie, écrit l'avocat très en verve, est « une terre d'asile pour les nostalgiques du marxisme », partisans de « l'Etat-nounou », « prophètes de malheur », apôtres d'un « totalitarisme soft », « intellectuels aigris et repus », donneurs de leçons « qui idéalisent le passé », et qui rêvent « d'assassiner le progrès ». Dont acte.

Sur le fond, on regrettera tout de même la perspective cavalière. « Le concept de "ressources" dans la vision traditionnelle des écologistes traduit une approche stationnaire dans la mesure où aucune ressource n'existe en soi (...). Il n'y a de richesse que d'hommes », plaide Jean-Philippe Feldman. Cela émouvra le jury, mais mérite réflexion. De même, est-ce vraiment un « cliché » de dire que « pour généraliser le niveau de vie de l'hémisphère Nord, il nous faudrait trois planètes et nous n'en avons qu'une »?

Il est vrai que ce propos vient de Jean-Baptiste de Foucauld, horresco referens, ancien commissaire au Plan (1992-1995). ■

Philippe Arnaud

Les acteurs de l'économie Jean-Marc Daniel Keith Joseph, le théoricien du thatchérisme

Les conservateurs britanniques vont peut-être retrouver le pouvoir, après treize ans d'opposition. Ils annoncent une rupture; mais elle sera, clairement, moins nette que celle de 1979, quand Margaret Thatcher avait pris le pouvoir. Cette rupture-là avait été théorisée après la défaite des conservateurs, en 1974, au sein d'un think tank – the Centre for policy studies – dont le créateur et la tête pensante étaient Keith Sinjohn Joseph.

Keith Joseph était né à Londres le 17 janvier 1918. Son père était un homme d'affaires important qui avait fait fortune dans la construction et l'immobilier. A Oxford, il étudie vaguement le droit et pratique surtout le cricket, ce qui le conduit naturellement au métier d'avocat. Officier d'artillerie pendant la seconde guerre mondiale, il est grièvement blessé en Italie. Il défendra sa vie durant l'idée que tout doit être fait pour éviter la guerre; devenu député conservateur en 1956, il vote d'ailleurs contre l'expédition de Suez.

Lorsque le 13 juillet 1962, Harold MacMillan (1894-1986), alors premier ministre, renouvelle le gou-

vernement conservateur, Keith Joseph est promu. Il devient alors une des figures du parti au sein duquel il incarne l'aile libérale, accusant les conservateurs de ne pas remettre en cause, lorsqu'ils accèdent au pouvoir, les mesures prises par les travaillistes.

Quatre principes forts

Lui, propose une politique économique qu'il dit inspirée de Hayek, de Friedman et de l'ordolibéralisme allemand. Elle est construite sur quatre principes forts. Et d'abord la privatisation. Celle du secteur public issu des nationalisations travaillistes de la fin des années 1940 a la priorité.

Puis vient la lutte contre l'inflation qui nuit à la croissance économique. Elle nécessite d'équilibrer les finances publiques et de mener une politique monétaire restrictive. Le troisième point concerne la promotion du libre-échange, vu comme une tradition de l'économie britannique, à la source de ses meilleures périodes de croissance; le pays doit développer ses avantages comparatifs et maintenir un taux de change élevé pour réduire le coût des

importations. Enfin, le but de la politique économique n'est pas le plein-emploi en tant que tel mais la création de richesses.

Après la victoire des conservateurs en 1979, il n'est pas nommé chancelier de l'Echiquier mais ministre de l'industrie. Il joue néanmoins un rôle important de conseiller très écouté de M<sup>me</sup> Thatcher – il est, selon les commentateurs, « the power behind the throne » (la puissance derrière le trône). Il défend une politique de hausse des taux pour réduire l'inflation et favoriser l'appréciation de la livre. Aux industriels qu'il reçoit dans le cadre de ses attributions ministérielles, il annonce que la période des dévaluations compétitives est finie. Et quand il change de portefeuille en 1981, il a déjà engagé les privatisations.

Désormais ministre de l'éducation, il propose d'augmenter les droits d'inscription à l'université et de les compenser par l'attribution de bourses et la mise en concurrence des facultés; mais il rencontre l'opposition de son propre parti. Il quitte le gouvernement en 1986 et ne se représente pas aux élections de 1987. A sa

mort, le 10 décembre 1994, M<sup>me</sup> Thatcher, à laquelle John Major a succédé en 1990, lui rend hommage, confirmant qu'il avait été, pendant ses années au 10 Downing Street, l'homme clef du thatchérisme. ■

Jean-Marc Daniel est professeur à l'ESCP-Europe.

Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui  
75707 PARIS CEDEX 13  
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00  
Fax. : +33 (0)1-57-28-21-21  
Télex : 206 806 F

Edité par la Société éditrice du « Monde » SA,  
Président du directoire,  
directeur de la publication,  
directeur du « Monde » :  
Eric Fottorino

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications nr 0712C 81975.  
ISSN : 0395-2037

Pré-presse Le Monde  
Impression Le Monde  
12, rue M.-Gunsbourg  
94852 Ivry Cedex  
Printed in France

# Une aide sans précédent pour sauver la Grèce et l'euro

En contrepartie de mesures supplémentaires d'austérité, Athènes va recevoir 110 milliards d'euros de prêts

Bruxelles  
Bureau européen

Du sang et des larmes : après trois mois de confusion, les ministres des finances de la zone euro ont enfin décidé d'activer, dimanche 2 mai à Bruxelles, le mécanisme de soutien à Athènes. Il a été négocié en échange d'une cure d'austérité sans précédent dans un pays européen.

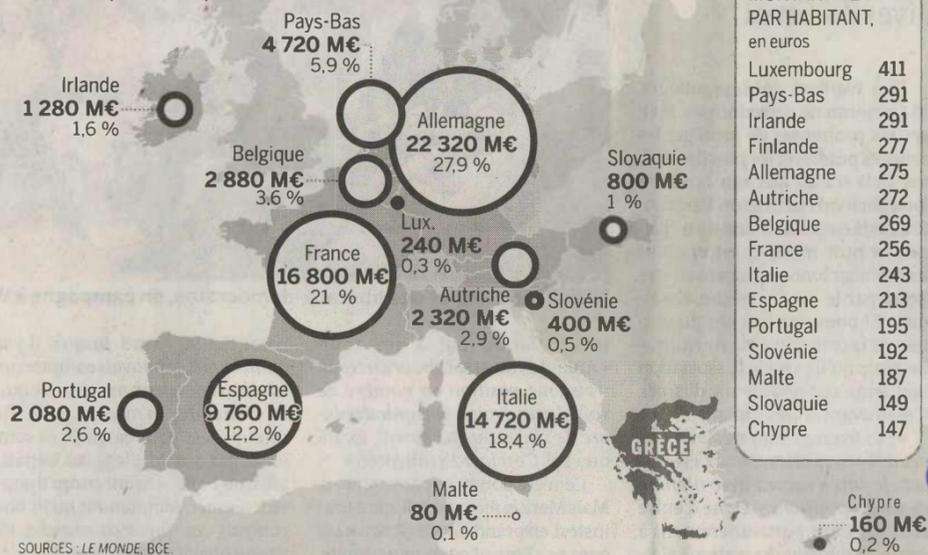
Le plan d'aide se montera à 110 milliards d'euros sur trois ans, dont 80 milliards à la charge des États membres de l'Union monétaire européenne, et 30 milliards financés par le Fonds monétaire international (FMI). Inédit au sein de la zone euro, le dispositif dépasse largement par son ampleur l'assistance apportée au Mexique au début des années 1980, à l'Argentine, en 2001, ou à l'Ukraine, en 2008.

« C'est la seule possibilité d'assurer la stabilité de la zone euro », a reconnu Angela Merkel depuis Berlin : la chancelière allemande espère, avec ses homologues, avoir éteint l'incendie qui menace d'autres pays de l'Union monétaire, comme le Portugal, l'Espagne ou l'Irlande. Mais ses réticences dans cette affaire auront eu un triple effet : alourdir la facture à la charge des capitaux européens, introduire le FMI dans le jeu, et contraindre les Grecs à durcir l'assainissement de leurs finances publiques.

Pressés d'agir pour calmer les marchés, les ministres des finances ont salué dimanche « l'ambitieux » programme d'ajustement élaboré par le gouvernement du socialiste Georges Papandréou sous la tutelle du FMI, de la Commission et de la Banque centrale européennes. Ce vaste paquet de mesures avait été annoncé un peu plus tôt dans la journée depuis Athènes. Réforme des retraites, hausse des taxes, baisse des salaires des fonctionnaires, le plan doit permettre à la Grèce de réduire son déficit de 30 milliards d'euros en trois ans, pour le rame-

## 80 milliards d'euros d'aide à la charge des États de la zone euro et 30 milliards pour le FMI

CONTRIBUTION PAR PAYS, calculée sur la base de la part des pays au capital de la BCE (hors Grèce), en millions d'euros et en %



SOURCES : LE MONDE, BCE

ner en deçà de 3 % en 2014, contre près de 14 % en 2009. Le Parlement grec devrait entériner dès cette semaine l'essentiel du programme dont la mise en œuvre sera ensuite surveillée de près par le FMI et les autorités européennes.

En contrepartie, une première tranche d'aide doit être débloquée avant le 19 mai, date à laquelle la Grèce risque, faute d'assistance, de se trouver en défaut de paiement. Pour la première année, les États de la zone euro prévoient d'engager

30 milliards d'euros, sur les 110 milliards annoncés dimanche, sous forme de prêts bilatéraux, en complément de l'assistance financière du FMI. Les crédits européens, que le gouvernement grec assure vouloir rembourser à leur terme,

seront accordés en échange d'un taux d'intérêt de 5 %.

Par ailleurs, Jean-Claude Juncker, le président de l'Eurogroupe, a indiqué que les ministres des finances avaient convenu d'examiner, chez eux, une éventuelle « contribution volontaire » des banques privées au plan de sauvetage de la Grèce. La question suscite un débat passionné outre-Rhin, mais plusieurs États, dont la France, redoutent qu'une telle perspective n'ouvre la porte à une restructuration de la dette grecque. Sur les 110 milliards d'euros annoncés dimanche, dix milliards vont par ailleurs être réservés pour éviter l'écroulement du secteur bancaire grec.

### Réforme

Après les ministres des finances, ce sont les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro qui devraient se réunir vendredi 7 mai dans la soirée, lors d'un sommet extraordinaire à Bruxelles.

Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, a convoqué ses pairs pour « clôturer l'ensemble du processus » en faveur de la Grèce. Il s'agit de faire le point sur les procédures de décaissement des fonds engagés dans les quinze États contributeurs. L'Allemagne, le principal bailleur de fonds, doit être définitivement pré-

te d'ici au 7 mai, tout comme la France. « Un éventuel blocage parlementaire dans un État membre ne remettra pas en cause l'ensemble du plan », assure un haut fonctionnaire français. « Le Conseil européen ne reviendra pas sur la décision prise ce soir », a assuré M. Juncker, dimanche, qui n'a pas caché qu'il avait « failli perdre patience » ces dernières semaines face aux tergiversations des uns et des autres.

Vendredi, chefs d'État et de gouvernement veulent commencer à tirer les leçons d'une crise qui a ébranlé l'Union monétaire. Paris et Berlin ont annoncé leur intention de faire des propositions communes, mardi, au sujet de la gouvernance de la zone euro. Une nouvelle réforme du pacte de stabilité et de croissance se profile : son volet préventif devrait être renforcé pour contraindre les gouvernements à économiser quand la conjoncture est bonne.

M<sup>me</sup> Merkel propose aussi de suspendre les droits de vote d'un pays qui ne respecterait pas ses engagements budgétaires. Les États membres de la zone euro doivent enfin jeter les bases d'un mécanisme d'assistance aux pays en difficulté. Avec un objectif : éviter les querelles qui ont émaillé le sauvetage improvisé de la Grèce. ■

Philippe Ricard

## Salaires, retraites, impôts, libéralisation, concurrence : une thérapie de choc

Athènes  
Correspondance

Habités jusque-là à dépenser sans compter, les Grecs vont devoir apprendre à faire l'inverse. Pour faire chuter le déficit public à moins de 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2014, contre près de 14 % en 2009, l'heure est aux sacrifices via une thérapie de choc et aux coupes claires dans les dépenses publiques.

**Fonctionnaires** Suppression des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois de salaire, compensée, sous 3 000 euros brut mensuel, par une allocation annuelle de 1 000 euros. Elle est assortie d'une baisse de 8 % des primes qui complètent les émoluments dans la fonction publique – elles ont déjà été amputées de 12 % en mars. Pour un revenu « pré-rigueur » de 1200 euros sur quatorze mois, le manque à gagner annuel est de l'ordre de 3 000 euros.

**Retraites** Perte pour les retraités des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mensualités, avec, pour les pensions de moins de 2500 euros, une compensation de 800 euros par an. Pour assurer la survie du système grec de retraite, le plan prévoit également de repousser l'âge moyen de départ à la retraite, actuellement à 61,4 ans. Pour y parvenir, la durée de cotisation est allongée à 40 annuités contre 37 aujourd'hui ; l'âge légal de départ en

retraite pour les femmes est porté à 65 ans, comme les hommes – contre 60 ans aujourd'hui. **Fiscalité** Hausse en rafale des impôts indirects, dont un passage de 21 % à 23 % du taux principal de TVA, déjà rehaussé de 2 points en mars, et une nouvelle augmentation des taxes sur l'essence, l'alcool et le tabac. Propriétaires à 80 %, les Grecs paieront aussi plus d'impôt foncier, tandis que ceux dont les résidences sont illégales, soit

un grand nombre, devront s'acquitter d'une nouvelle taxe, censée rapporter 1,3 milliard d'euros. **Flexibilité** Athènes veut restaurer la compétitivité de la Grèce en assouplissant les règles de licenciement, en libérant les marchés des transports et de l'énergie et en ouvrant à la concurrence une série de professions « fermées » – notaires, pharmaciens ou buralistes. ■

Catherine Georgoutsos

## DSK « admiratif de l'extrême rigueur choisie à Athènes »

Le directeur général du FMI souligne le rôle-clé joué par son institution dans le sauvetage

Cesont donc 30 milliards d'euros, sur un total de 110 milliards, que le Fonds monétaire international (FMI) va finalement apporter à la Grèce.

Dans un entretien au Monde, son directeur général, Dominique Strauss-Kahn, salue « cet incroyable effort de solidarité ». « Tout le monde a participé », souligne-t-il. D'abord la zone euro où, par exemple, le Portugal va prêter à la Grèce à un taux inférieur à celui auquel il emprunte pour son compte, mais le FMI aussi, puisque des pays pauvres comme le Mali sont parties prenantes de ce sauvetage. Le Fonds va prêter à la Grèce 32 fois son quota de prêt, un niveau jamais atteint.

M. Strauss-Kahn met en avant le rôle joué par son institution pour parvenir à cet accord et vaincre les résistances. « J'ai convaincu les Européens qu'il fallait cet effort massif pour éviter à la Grèce d'avoir

recours au marché pendant dix-huit mois, assure-t-il. La situation s'est débloquée quand j'ai persuadé les différents groupes parlementaires allemands, mercredi 28 avril, que ce n'était pas seulement la stabilité de la zone euro qui était menacée, mais son existence même et aussi les comptes de l'Allemagne. »

Le patron du FMI tient aussi à saluer l'attitude d'Athènes. « Je suis admiratif de l'extrême rigueur choisie par le gouvernement Papandréou qui a préféré de durs sacrifices immédiats pour sortir au plus vite son pays de la crise. » Y avait-il une alternative ? Non, affirme M. Strauss-Kahn. « Il n'y avait pas d'autre moyen que de baisser drastiquement les coûts, puisque le défaut de compétitivité grecque est d'environ 25 %, ce qui est énorme. C'était ça ou les salaires des fonctionnaires et les retraités n'étaient plus payés le mois prochain. »

Il précise que le FMI a fait pression pour limiter les dégâts sociaux de l'austérité. Notamment pour allonger de 2012 à 2014 le retour à 3 % du produit intérieur brut du déficit. « Le Fonds a obtenu que les baisses des salaires des fonctionnaires et des pensions éparpillées soient les plus bas revenus. Enfin, il va aider Athènes à mettre en place un système fiscal digne de ce nom pour faire payer les plus hauts revenus. Je pense qu'il y a là une marge de manœuvre et que le redressement de la Grèce pourrait être plus rapide qu'on ne le croit. » ■

Alain Faujas

## « Pour que ça marche, il faudrait une sorte de New Deal. Sauf qu'ici, il n'y a pas de Roosevelt »

En attendant l'austérité, les Grecs dénoncent la corruption généralisée, notamment dans la santé

### Reportage

Athènes et Patras (Grèce)  
Envoyée spéciale

Faire la grève le mercredi 5 mai ? Athanase Telonis hésite. « Cela va me coûter ma journée de salaire », rechigne-t-il. Technicien en radiologie médicale à l'hôpital Sainte-Sophie d'Athènes, ce père de famille gagne 950 euros net par mois. S'y ajoutent entre 100 à 150 euros mensuels, correspondant aux primes et à l'allocation pour les enfants. Ou, plutôt, s'y ajoutaient. Depuis fin mars, austérité oblige, son revenu mensuel a été amputé de 100 euros d'un coup. Le treizième mois aussi a été raboté : 30 % à la trappe !

Reste le quatorzième mois, équivalent à un mois de salaire de base, versé chaque année en décembre. Un quatorzième mois ? « C'est un truc inventé pour ne pas augmenter les petits salaires », sourit le fonctionnaire. Tous les employés du secteur public y ont droit. Ou plutôt y avaient droit.

A l'idée de cette suppression, le paisible Athanase s'enflamme. « Je veux bien me serrer la ceinture. Mais qu'on commence par mettre en prison nos trois cents députés et leurs copains ministres ! Ceux d'aujourd'hui et ceux d'hier. Ceux qui ont fait de l'évasion fiscale un sport national. Ceux qui ont détourné l'argent de l'État et de l'Europe, s'exclame-t-il. S'il le faut, je descendrai dans la rue. Avec un couteau... »

Athanase Telonis n'est pourtant pas un terroriste. Ni un de ces jeunes desperados qui font régulièrement le coup de poing à la fin des manifestations, lançant des pavés contre les banques et guignant la police. Ni même un militant syndicaliste. C'est un Grec ordinaire, l'un des quelque huit cent mille fonctionnaires (sur onze millions d'habitants) que compte le pays.

Son épouse, la quarantaine comme lui, est secrétaire dans le privé et gagne 650 euros net par mois – « sans prime », relève-t-il. Pour payer leurs 700 euros mensuels – ils ont contracté un prêt sur quinze ans pour l'achat de leur appartement – et pour pouvoir élever « correctement » leurs deux enfants, Athanase travaille au noir, l'après-midi, une fois fini son service à l'hôpital. Ce qu'il fait ? Le même job de technicien radio, mais dans le privé. Avec un salaire « une fois et demi plus élevé ». En clair, il se débrouille, faisant double journée comme « 80 % des fonctionnaires », insiste-t-il. Au su et au vu de tous.

Lui-même, de par sa spécialité, ne peut guère bénéficier de ce qu'on appelle les « petites enveloppes ». Mais il connaît. Quel Grec ne connaît pas ? Dans les hôpitaux comme ailleurs, elles sont si courantes qu'elles passent pour normales. Les médecins cliniciens, les infirmières, les sages-femmes, les anesthésistes... chacun touche sa « petite enveloppe ». Pas si petite, d'ailleurs, à écouter les témoignages, répétitifs et concordants,

recueillis à Athènes et Patras. C'est ainsi que Pauline, jeune Française résidant depuis peu dans le Péloponnèse, a abandonné l'idée d'acquiescer à l'hôpital public : sans un dessous-de-table de 2 000 euros, lui a-t-on indiqué, le médecin gynécologue, pas plus que l'infirmière ne se donneraient la peine de suivre sa grossesse avec la diligence requise.

« Si on ne paye pas, l'infirmière de garde ne passe pas. Et le médecin ne vous examine ni avant, ni après l'accouchement », confirme Caroline Tsaganas, mère de famille française, présidente de l'Association des francophones de l'Achaïe (Péloponnèse). Les « enveloppes » peuvent atteindre, selon le service demandé, de 500 euros jusqu'à 2 000, voire 3 000 euros. Et il en faut souvent plusieurs !

« Pour la naissance de mon dernier, le médecin m'avait proposé un "kit" : pour 6 000 euros, je pouvais avoir l'équipe au complet – le médecin, l'anesthésiste et la sage-femme », raconte M<sup>me</sup> Tsaganas. Moralité – si l'on peut dire – : « A Patras, quelqu'un de vraiment malade n'a pas d'autre solution que d'aller à Athènes dans une clinique privée. »

Autrefois médecin dans le

public, le docteur Léonidas Goudas travaille aujourd'hui à la maternité privée de Patras. « Depuis dix ans, explique-t-il, le privé a littéralement explosé », poussant et prospérant sur les ruines du secteur public. Les infirmières de la clinique, payées autour de 800 euros par mois, « le même salaire qu'à l'hôpital », précise le médecin, ont une « tout autre mentalité ». Le docteur Goudas s'en réjouit : « Ici, le personnel ne fait pas grève. Chacun sait qu'il peut être sanctionné ou viré, si le travail est mal fait. »

Ce n'est pas le cas, à l'entendre, dans les hôpitaux publics. Les milliards d'euros de dettes accumulées par ces derniers, « sur le dos des contribuables », sont le fait, assure-t-il, d'une administration corrompue : les laboratoires pharmaceutiques et autres fournisseurs d'équipement médicaux « n'hésitent pas à graisser la patte des médecins ou des directeurs d'hôpitaux », fulmine-t-il.

Le secteur public de la santé, unanimement décrit comme moribond, a-t-il un avenir en Grèce ? « Oui, pour les pauvres, répond le docteur Goudas. Et pour les patients qui nécessitent des soins lourds ou très spécialisés. » Quant au projet d'assainissement de l'Union européenne et du Fonds monétaire international, « aucun Grec n'y croit sérieusement », estime M<sup>me</sup> Tsaganas. « Pour que ça marche, ajoute-t-elle, il faudrait une sorte de New Deal. Sauf qu'ici, il n'y a pas de Roosevelt. » ■

Catherine Simon

Les Éditions Persee  
Les Éditions Persee recherchent de nouveaux auteurs  
Envoyez vos manuscrits :  
Éditions Persee  
38 rue de Bassano - 75008 Paris  
Tél. 01 47 23 52 88  
www.editions-persee.fr

La crise de la zone euro

# Christine Lagarde : « Il faut modifier le fonctionnement du pacte de stabilité »

La ministre de l'économie assure que la France et l'Allemagne sont d'accord pour tirer ensemble les leçons de la crise grecque

## Entretien

De retour de Bruxelles où elle a participé à la réunion des ministres des finances de la zone euro, Christine Lagarde, ministre de l'économie, défend lundi 3 mai à l'Assemblée nationale le collectif budgétaire qui doit entériner la participation française au plan d'aide triennal à la Grèce.

**Ce plan de 110 milliards d'euros va-t-il suffire à endiguer les attaques des marchés financiers ?**

J'y compte bien. Avec ce plan, la Grèce est complètement protégée pendant deux ans et demi. Elle n'a besoin de se financer sur les marchés financiers. Elle sera immunisée contre les risques extérieurs, ce qui permettra de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de redressement.

**Pourquoi le montant de ce plan a-t-il triplé en quelques semaines ?**

Parce qu'on ne raisonne plus sur un an mais sur trois. Le FMI fait des programmes pour une durée minimale de trois ans. On est passé à une aide de 110 milliards d'euros sur trois ans, dont 30 milliards apportés par les pays membres de la zone euro.

**N'est-ce pas parce que les Européens ont tardé à intervenir ?**

Plus le temps passe, plus cela coûte. C'est le prix de la démocratie. On a tâtonné. Dans les traités européens, rien n'était prévu pour affronter une telle crise. Pour adhérer à l'euro, il fallait respecter les critères de Maastricht puis le pacte de stabilité. C'était une garantie contre les plans de sauvetage. Et puis sous l'effet de la crise, et de l'ampleur des déficits grecs, il y a eu une perte de confiance, qui s'est traduite par une spéculation sur la dette grecque et sa dégradation par certaines agences de notation dans des conditions scandaleuses. **La crise est-elle due à la spéculation, comme l'a dit Nicolas Sarkozy ou à une dégradation des déficits, comme l'a soutenu Angela Merkel ?**

Les deux, la Grèce a fourni des statistiques erronées. En dix-huit mois, la prévision de déficit public est passée de 6 % du produit intérieur brut (PIB) à 12 % puis 13,7 %. C'est le problème de fond. La-dessus s'est greffé un phénomène de spéculation qui a accru la crise. On s'est retrouvé dans une spirale que nous avons dû freiner de manière massive.

**De combien sera la contribution française ?**

De 20,7 %, ce qui correspond à sa part dans la Banque centrale euro-

péenne. Dès lors que l'on passe sur un programme de trois ans, nous nous mettons en situation de pouvoir prêter 16,8 milliards d'euros au lieu des 6,3 milliards prévus initialement. Concrètement, cela veut dire que nous allons signer des contrats de prêts bilatéraux avec la Grèce, coordonnés par la Commission européenne. Ils atteindront 3,9 milliards d'euros en 2010. La première année, nous n'aurons pas besoin de modifier notre programme d'émissions obligataires. En 2011, 2012 et une partie de 2013, il faudra en revanche l'augmenter pour lever sur les marchés les 12,9 milliards d'euros supplémentaires. Nous pré-

**« Il faut absolument inclure dans notre radar l'examen de la compétitivité. Les écarts qui se creusent sont redoutables »**

terons aux Grecs pour une durée de trois ans, au taux fixe de 5 %. Si la durée du prêt dépasse trois ans, le taux passera à 6 %, pour inciter à un remboursement rapide. **L'Etat français emprunte actuellement à 1,5 %, il va donc faire une plus-value en prêtant à la Grèce ?**

Le taux d'intérêt rémunère le risque. Et nous ne voulons pas prêter à des conditions super-attractives, pour ne pas encourager le vice. Le taux variable de 3,75 % auquel prête le FMI équivaut au 5 % fixe que nous accordons.

**Vous souhaitez que les banques participent à l'effort à l'égard de la Grèce. De quelle façon ?**

Il faut qu'elles maintiennent les engagements qu'elles ont dans ce pays.

**La Grèce peut-elle supporter la cure de rigueur qu'on lui impose ?**

Le gouvernement grec est convaincu que ce sont des mesures dures, de grande rigueur, indispensables pour restaurer les finances publiques et la compétitivité grecque. Il a le sentiment qu'elles permettront de développer croissance durable et l'emploi. Il estime que si le fardeau est supporté de manière équitable au sein de la population, ce sera politiquement acceptable. Mais ce sera forcément douloureux. La Grèce devrait connaître une récession plus grave, de 4 % en 2010, de 2 % en 2011, mais sans déflation.

**Qu'est-ce qui garantit que le plan sera mis en œuvre ?**

Chaque trimestre, la Commis-

sion et le FMI iront valider sur place avec le gouvernement grec la réalisation des engagements. C'est au vu des résultats que seront débouquées les tranches successives.

**Comment éviter que de telles crises ne se reproduisent ?**

Lorsque Standard and Poor's notifie la dégradation d'un Etat quinze minutes avant la fermeture des marchés, c'est du pousser-à-crime. C'est la garantie que tous ceux qui ont des titres vont s'en délester, sans avoir le temps de réfléchir, pour ne pas se faire rattraper par la clôture. Je vais profiter de la directive européenne sur les agences de notation qui entre en vigueur le 7 juin pour demander à l'Autorité des marchés financiers d'assurer leur surveillance, examiner les conditions dans lesquelles elles fonctionnent, exiger qu'elles notent et fassent valider leur modèle, démontrent la manière dont elles respectent les règles de conflit d'intérêt, de séparation d'activités, la façon dont elles distinguent entre les cotations des risques privés, des risques publics. Les agences de notation doivent réfléchir à des codes de bonne conduite qui soient opérationnels. **Faut-il pouvoir mettre en cause leur responsabilité ?**

Il faut y réfléchir. **Le sommet franco-allemand mardi prendra-t-il des initiatives sur ce sujet ?**

Une réflexion au plus haut niveau est engagée sur les agences de notation, la régulation, la transparence, l'information, les mesures d'urgence si nécessaire sur le marché des CDS sur dette souveraine et puis, de manière plus générale, la gouvernance européenne. Il faut tirer les leçons des derniers mois. **Le fonctionnement du pacte de stabilité doit-il être modifié ?**

Oui, il faut impérativement inclure dans notre radar l'examen de la compétitivité et de la stabilité financière. Nous n'avons pas fait suffisamment attention aux écarts de compétitivité qui se creusaient entre l'Allemagne d'un côté, la Grèce, le Portugal et l'Irlande de l'autre. Ces écarts sont redoutables car ils vont en s'élargissant. Il va falloir aussi agir de manière plus efficace en cas de dérive de la dette, des déficits ou de la compétitivité. Instaurer des mécanismes de prévention et d'alerte qui permettent de détecter plus tôt le fait qu'un pays risque de commencer à sortir soit en termes de dette, soit en termes de déficit, soit en termes de compétitivité. **On a beaucoup dit cela dans le passé sans résultat...**



LÉA CRESPI POUR « LE MONDE »

Quand ça nous coûte 110 milliards d'euros, on change d'approche !

**Des pays comme l'Espagne, le Portugal et la Belgique n'encourent-ils pas des risques bien plus élevés que la Grèce avec une croissance encore plus faible qu'elle ?**

Ils ne sont pas du tout dans la même situation. Ils n'ont pas fourni de chiffres faux, raconté des fables sur les déficits. Mais c'est vrai que la grande question posée à l'Europe est de restaurer son potentiel de croissance.

**Selon un récent sondage CSA-« Le Parisien », 67 % des Français pensent que la crise grecque va se propager en France. Comment les rassurer ?**

La France n'est pas la Grèce. Qu'il s'agisse des statistiques, justes et pesées au trebuchet de l'Insee, des déficits qui sont moitié moindre que ceux de la Grèce, de notre dette qui atteindra 83,2 % du PIB en 2010 et non pas 120 %, de notre prévision de croissance qui est de +1,4 % quand les Grecs sont à moins 4 %. Mais la crise grecque, vis-à-vis de tous les pays de la zone euro, est un rappel à l'impératif de restaurer les équilibres budgétaires en diminuant la dépense et en augmentant la recette.

**C'est le début assumé de la rigueur ?**

Non, car il ne faut surtout pas casser la reprise. On a un calibrage subtil à établir entre soutien à la croissance et réduction des déficits.

**Comment réduire la dépense ?**

En poursuivant la révision générale des politiques publiques et en respectant absolument la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Ce sont des réformes structurelles de fond. Comme la retraite. Voyez ce qu'ont décidé les Grecs : 40 années de cotisation, un âge de départ à 65 ans révisable et le calcul de la pension sur l'intégralité de la vie professionnelle au lieu des 5 dernières années.

**Le plan d'austérité grec devrait nous servir de modèle ?**

Je ne dis évidemment pas cela mais le risque retraite, au même titre que les autres dépenses sociales, est un poste extrêmement important que l'on doit arriver à contrôler. Pour restaurer les grands équilibres, il faut arriver à une solidarité : Etat, collectivités territoriales, régimes sociaux. C'est une cause nationale.

**Comment augmenter les recettes ?**

Elles reviendront avec la reprise économique. Déjà les rentrées de TVA sont supérieures de 900 millions d'euros à ce que nous prévoyions. L'impôt sur les sociétés en 2010 sera en amélioration. Et puis il y a la lutte contre les niches fiscales qui doit nous permettre de dégager 6 milliards d'euros sur trois ans. Il faut les examiner sans tabou en préservant celles qui permettent d'encourager l'emploi et la recherche et développement.

**« L'Allemagne a des exigences fortes vis-à-vis de ses partenaires, mais ce ne sont pas des coups de semonce »**

**A part le toilettage des niches fiscales, continuez-vous d'exclure toute hausse d'impôt ?**

Oui, car ce n'est pas au moment où l'activité redémarre qu'il faut donner un gigantesque coup de frein à la croissance. Et on a déjà des montagnes de prélèvements obligatoires.

**Selon Alain Minc, un des conseillers de Nicolas Sarkozy, « personne n'évitera la rigueur » en Europe. Il prédit « une augmentation européenne de la TVA ». Y a-t-il un projet ?**

Non, pas du tout. En matière de TVA, j'ai vécu les affres d'une discussion pour arriver à une unanimité au sein des 27, je serais très surprise qu'une telle mesure voie le jour. **Le PCF a annoncé qu'il ne voterait pas les prêts à la Grèce. Quel-**

**le est votre réaction ?**

Il conteste le taux d'intérêt auquel on prête à ce pays. Mais son attitude revient à dire qu'il ne faut pas soutenir la Grèce. Je trouve cela très regrettable.

**Les anti-euro disent que la Grèce ne parviendra pas à se redresser et qu'il vaudrait mieux qu'elle sorte de l'euro. Votre réaction ?**

Je ne fais pas partie des eurosceptiques. Si nous voulons peser sur le destin du monde, il faut jouer collectif. Tout ce qui affaiblit l'Europe affaiblit nos positions au sein du monde. La crise grecque a été une épreuve pour l'Europe c'est vrai. L'élan a été laborieux pour venir au secours de l'un de ses membres mais, dans une situation qui n'était pas prévue, on a réfléchi au vouloir vivre ensemble, politique, économique. La crise est devenue un nouveau tremplin pour l'Europe.

**Vous croyez vraiment que l'union politique peut suivre l'union monétaire ?**

Cela va nous conduire à réfléchir avec l'ensemble de nos partenaires et notamment avec nos amis allemands sur le gouvernement économique, la convergence économique et la réduction des écarts économiques. Soit on est sérieux et on construit ensemble, soit tout cela n'aura été un feu de paille.

**Quel est l'état réel des relations franco-allemandes ?**

L'Allemagne a réalisé de gros efforts de compétitivité notamment sous le gouvernement Schröder. Elle a des exigences fortes vis-à-vis de ses partenaires. Mais ce ne sont pas des coups de semonce. C'est un mélange d'exigence et de volonté collective. L'Allemagne et la France sont parfaitement d'accord pour tirer ensemble les conséquences de la crise notamment sur la régulation et la gouvernance économique de la zone euro. ■

Propos recueillis par  
Françoise Fressoz,  
Claire Guélaud  
et Arnaud Leparmentier

# Une politique budgétaire trop stricte ralentirait la croissance française

Cinq économistes interrogés par « Le Monde » s'attendent à une pression accrue des marchés et des institutions européennes en faveur de la rigueur

La veille du plan d'aide à la Grèce, les économistes interrogés par *Le Monde* jugeaient, à l'instar d'Olivier Pastre, professeur à l'université Paris-VIII, « extrêmement faible » le risque d'un effet château de cartes de la crise grecque en Europe. Mais tous s'inquiétaient en revanche des conséquences d'une politique de rigueur engagée trop tôt.

« La France est très loin de la situation de la Grèce. Son déficit public, élevé, est inférieur de 6 points à celui affiché par Athènes. Il est relativement maîtrisable, et son taux d'endettement public est bien plus bas que celui de la Grèce. Quant au déficit de compétitivité de l'économie française, il existe

mais n'a rien à voir avec ceux de la Grèce, de l'Espagne ou du Portugal », analyse Jean-Paul Pollin, professeur à l'université d'Orléans, qui ne croit pas, non plus, à un effet domino.

Après la dégradation des notes de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne, le ministre du budget François Baroin avait défendu, jeudi 29 avril sur RTL, la solidité des positions de la France : « Il n'y a pas de risque de voir la note de la France abaissée », « on est même une signature refuge », avait-il déclaré. Le déficit public devrait être de 8 % du produit intérieur brut (PIB) et l'endettement de 83,2 %.

Mais comme l'Allemagne, la Finlande et les Pays-Bas, la France est

notée AAA par les trois agences de notation. « Le plan d'aide à la Grèce et ses contreparties vont contenir les effets de contagion vis-à-vis du Portugal et de l'Espagne. Mais la crise grecque aura un autre impact. Tous les pays européens seront soumis à une pression accrue des institutions et des marchés qui vont leur demander de réduire davantage

## La Polynésie est à cours de trésorerie

Une mission de l'Inspection générale des finances et de l'administration est chargée d'un diagnostic de la situation financière de la Polynésie française. Selon son président, la collectivité a épuisé ses réserves de tréso-

leurs déficits publics », relève Christian de Boissieu, président du Conseil d'analyse économique.

« La crise a engendré de nouveaux déséquilibres. On se rend compte que la sortie de crise n'est pas exactement celle qu'on attendait. La croissance, hors soutiens publics, se fait attendre et cela pèse sur le redressement des comptes

rie en raison d'une chute des recettes et d'une croissance de la dette. L'agence Standard and Poor's a fortement réduit sa notation. De son côté, l'Etat s'était engagé à verser 150,9 millions d'euros en 2011.

publics. La situation apparaissant moins sûre que ce que l'on prévoyait il y a six mois, des efforts supplémentaires vont être demandés », renchérit Mathilde Lemoine, directrice des études économiques et de la stratégie marché d'HSBC France.

Et c'est précisément ce qui inquiète les économistes : « La crise n'est pas finie. Les besoins d'un éventuel soutien budgétaire demeurent, ce qui ne retire rien au fait qu'il faudra, à un moment donné, assainir les comptes publics. Mais il ne faut pas le faire trop tôt », insiste M. Pastre.

« La crise grecque est une pure crise des finances publiques. Mais le cas hellène n'est pas le plus grave.

Les difficultés de l'Espagne et du Portugal sont d'une toute autre gravité car ces pays paraissent condamnés à une croissance zéro pendant des années, analyse de son côté le directeur des études économiques de Natixis, Patrick Artus. Les marchés financiers et les institutions vont pousser à un effort accru de réduction des déficits. Mais des politiques budgétaires trop restrictives risquent de casser complètement la croissance. Réduire en moyenne le déficit public à 3 points de produit intérieur brut (PIB) en 2012 dans la zone euro ramènerait la croissance maximale dans ces pays à zéro, ont calculé les économistes de Natixis. ■

C. Gu.